

Couloirs humanitaires : à Roissy, l'espoir d'un accueil

L'arrivée de réfugiés syriens et irakiens à l'aéroport de Roissy, le soir du jeudi 3 octobre, était doublement symbolique : non seulement parce qu'avec ce dix-neuvième accueil organisé dans le cadre des couloirs humanitaires, on approche des 400 personnes accueillies en France grâce à ce dispositif ; mais aussi parce que cette arrivée coïncidait avec le sixième anniversaire du naufrage de Lampedusa, une catastrophe qui avait vu la mort de 366 migrants.



Arrivée à Paris de familles syriennes et irakiennes, 3 octobre 2019 © Communauté de Sant'Egidio

Le 3 octobre 2013, une embarcation provenant de Libye et transportant environ 500 migrants, principalement des Somaliens et des Érythréens, faisait naufrage près de Lampedusa, à proximité de la Sicile. La catastrophe provoquait 366 morts, faisant de ce naufrage la deuxième plus grande tragédie en Méditerranée depuis le début du XXIème siècle. Seules cent 55 personnes avaient pu être secourues. «C'est un drame européen, pas seulement italien», déclarait alors le ministre italien de l'Intérieur de l'époque, Angelino Alfano. Trois semaines plus tard, le Conseil européen se prononçait en faveur du renforcement du rôle de Frontex, l'agence de surveillance des frontières extérieures de l'Europe, et annonçait la mise en place d'une «task force pour la Méditerranée» pour éviter de nouveaux drames.

Six ans plus tard, la situation ne s'est pas améliorée, bien au contraire. Au moment du drame de Lampedusa, les organisations internationales estimaient à 20 000 le nombre de victimes de l'émigration vers l'Europe en vingt ans. Aujourd'hui, c'est plus de 34 000. Un scandale d'une telle ampleur qu'en juin 2018, l'ONG néerlandaise United for intercultural action a publié les noms des 34 361 migrants morts en Méditerranée à cette date, une liste reprise par trois grands quotidiens européens : *The Guardian* au Royaume-Uni, *Der Tagesspiegel* en Allemagne et *Il Manifesto* en Italie. Sans réussir à inverser la tendance : en 2018, plus de 2 260 migrants ont trouvé la mort en tentant de traverser la mer. Et pourtant, des motifs d'espérer existent.

Près de 400 personnes accueillies en France

Car le jour anniversaire du naufrage de Lampedusa, ce 3 octobre 2019, un groupe de réfugiés syriens et irakiens a été accueilli en soirée à l'aéroport de Roissy. Ils faisaient partie du 19ème voyage organisé depuis le Liban dans le cadre

des couloirs humanitaires. Désormais, on approche des 400 personnes accueillies en France par le biais de ce dispositif qui engage les collectifs de la Fédération protestante de France, de la Fédération de l'Entraide protestante, de la Conférence des évêques de France et du Secours catholique – Caritas France.

Ce programme est directement inspiré d'un exemple italien associant la Fédération des Églises évangéliques italiennes et la communauté catholique de Sant'Egidio. Il a pour objectif l'accueil de personnes vulnérables se trouvant dans les camps au Liban, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique. Il est régi par un protocole d'entente signé à l'Élysée et qui associe les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à cinq partenaires issus du milieu des Églises. Ces personnes sont accueillies légalement dans le réseau de la FEP et de ses partenaires locaux, et n'arrivent en France qu'une fois assuré leur accueil dans de bonnes conditions par un collectif d'accueil local. Des collectifs et des hébergements pour lesquels se sont mobilisés nombre de bénévoles issus de l'Église protestante unie de France (EPUdF) ou de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), deux des unions d'Églises constitutives du Défap. À Beyrouth même, une envoyée du Défap, [Soledad André](#), a participé à l'organisation des couloirs humanitaires en tant que [chargée de mission de la FEP](#).

Ci-dessous, Isabelle Yard, présidente du collectif d'accueil de Combas, témoigne de son engagement en tant qu'hébergeur :

«C'est dans ces moments où il semble le plus difficile d'accueillir, que les promoteurs des corridors humanitaires en France (...) ont vu au contraire se développer la solidarité, grâce à la générosité de nombreux Français, avec un engagement volontaire et gratuit», souligne la communauté de Sant'Egidio, qui a publié les photos de cette dix-neuvième arrivée à Roissy. Une situation qui, au-delà de l'Italie et de la France, interroge toutes les Églises européennes, dont beaucoup ont commencé à s'engager en faveur d'un accueil plus humain des réfugiés. En France, la FEP et les associations partenaires du projet ont [publié récemment une première étude](#) sur les familles arrivées en France depuis juillet 2017.

Courir pour Bafia, ici et là-

bas

Le 19 octobre, dans le cadre de la première édition de Hope 360, course solidaire organisée par Asah, le projet du Défap (la réhabilitation de l'hôpital de Bafia) sera porté simultanément par des coureurs engagés à Valence... et par d'autres au Cameroun. Pendant que l'envoyée du Défap présente à Bafia prendra part à la course, d'autres envoyées l'ayant précédée présenteront le projet sur le stand du Défap à Valence. Les inscriptions sont encore ouvertes sur hope360.events/. Le 19 octobre, venez vous joindre à l'aventure !



L'hôpital de Bafia, géré par l'EPC : une structure hospitalière, mais aussi un témoignage de l'EPC au sein de la société camerounaise © Défap

C'est la dernière ligne droite avant le 19 octobre, et tout le monde se prépare. À Valence même, où la première édition de Hope 360 va se tenir, les bénévoles sont à pied d'œuvre pour organiser l'accueil des «hopeurs». Les coureurs se retrouveront dans les allées du parc de l'Épervière pour des parcours de 1,7 km ou 6,8 km, à effectuer soit en courant, soit en roulant (il y a des courses à vélo, mais aussi... en

engin roulant sans moteur, ce qui peut aller du skate à la voiture à pédales en passant par toute les innovations roulantes imaginables). Tout est bon pour participer aux diverses courses et lever des fonds au profit des divers projets... Au sein des équipes des divers acteurs chrétiens de la solidarité internationale issus du collectif Asah, on se prépare aussi. Ils sont une vingtaine associés au projet. Il y a là des noms connus comme Medair, ADRA, Le Sel, La Gerbe, l'Ircom, Michée France, Fidesco... Un ensemble œcuménique qui propose de soutenir des projets de santé, d'éducation, de protection de l'environnement – pour plus de justice, un meilleur partage des ressources, une vie plus digne... Collectivement, les membres d'Asah sont engagés dans plus de 140 pays pour apporter des réponses d'urgence, accompagner les populations dans leur développement et interpeller les politiques de tous les continents pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

Mobilisés à Valence... et à Bafia

Le Défap fait partie de l'aventure, et propose aux «hopeurs» de courir pour soutenir la réhabilitation de l'hôpital de

Bafia, un établissement de l'Église presbytérienne du Cameroun. Avec une particularité : la mobilisation pour ce projet se fait à la fois en France... et au Cameroun. Car au cours du week-end du 19 octobre, pendant que les «hopeurs» seront en train d'arpenter les allées du parc de l'Épervière à pied ou en roulettes, une course se déroulera aussi à Bafia. Avec notamment la participation d'Amandine Drouaillet, actuellement envoyée du Défap sur place, pour assister l'équipe du docteur Célin Nzambé. Aurélie Chomel, qui l'avait précédée, pourra de son côté témoigner de son expérience à Valence, sur le stand du Défap. Elle aura l'appui de Patricia Champelovier, également infirmière, qui a elle aussi fait le voyage à Bafia pour soutenir le projet, et qui est en outre présidente du conseil presbytéral de Saint-Péray au sein de l'Ensemble Valence-Deux-Rives.

Ci-dessous, vous pouvez retrouver un témoignage d'Aurélie lors de sa mission à Bafia, où elle a appuyé l'équipe du docteur Célin Nzambé :

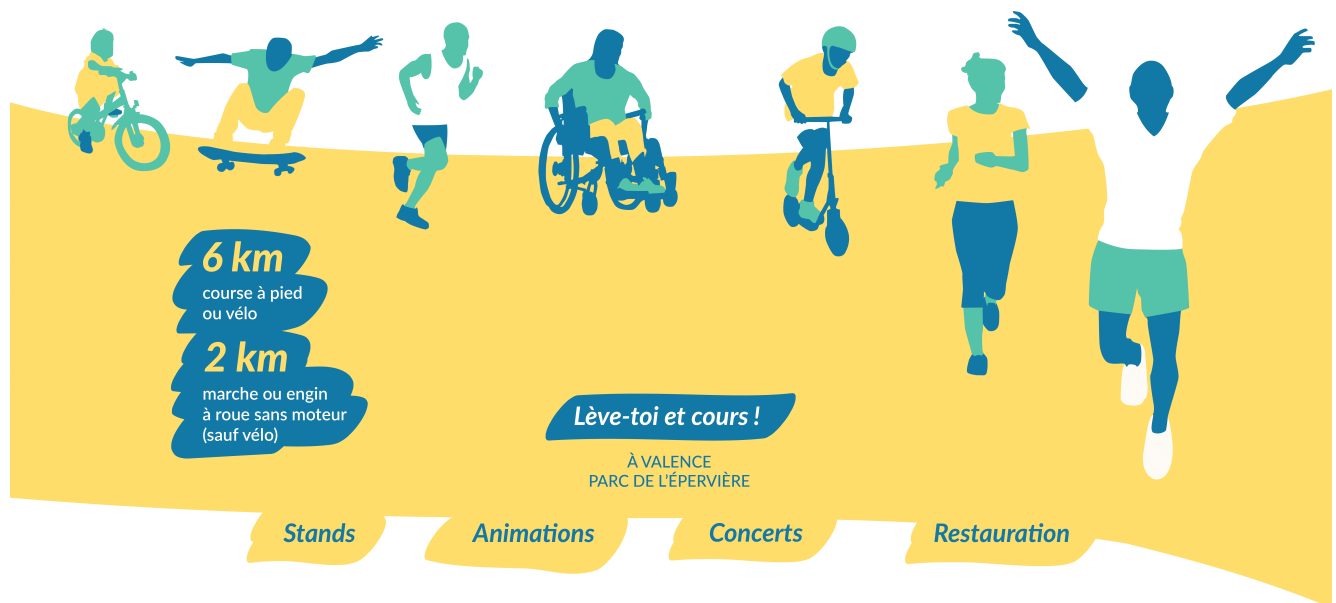
Avec peu, vous pouvez faire beaucoup

Avec peu de moyens, une structure comme celle de l'hôpital de Bafia fait beaucoup pour la santé de la population. Les établissements de santé gérés par des Églises ont en effet un rôle crucial dans un pays où les soins hospitaliers, que les patients doivent payer eux-mêmes, restent hors de portée du plus grand nombre. Mais les hôpitaux des Églises manquent eux-mêmes cruellement de moyens tant humains que matériels. Ce sont ces établissements que le docteur Célin Nzambé a décidé de réhabiliter, à la demande de l'Église presbytérienne du Cameroun. Et vous-même, par votre engagement à travers Hope 360, par les bonnes volontés que vous pourrez mobiliser, par vos dons, vous pouvez les aider à faire plus encore. Le moindre euro a une utilité immédiate. Voici quelques exemples :

- **un accouchement** coûte 11 500 francs CFA (6 500 pour l'acte médical + 5 000 pour le matériel), soit un total de 17,50 euros
- **une opération** : 60 000 CFA pour une hernie (91 euros), 120 000 pour une césarienne (182,30 euros)
- **une table d'accouchement** : 320 000 CFA (486 euros)
- **une table d'examen** : 150 000 CFA (228 euros)
- **un tensiomètre électrique** : 30 000 CFA (45,50 euros)
- **un déambulateur** : 25 000 CFA (38 euros)
- **un doppler fœtal** (pour écouter le cœur du bébé) : 120 000 CFA (182,30 euros)

Tous les dons peuvent donc sauver des vies. Car avant de soigner les malades, il faut soigner l'hôpital. C'est ce que vous pouvez faire en soutenant le travail entrepris par le docteur Célin Nzambé. Dans la vidéo que vous pouvez voir ci-dessous, il explique dans quelles conditions il intervient, au cours d'un entretien réalisé durant l'été 2018 par Jean-Marc Bolle, qui s'est rendu sur place.

Et vous, le 19 octobre, vous joindrez-vous à l'aventure ?



L'engagement citoyen au cœur des politiques publiques de développement et de solidarité

Alors que s'est tenu cette semaine à l'ONU le Sommet sur le Climat ainsi que le premier Sommet sur les Objectifs de développement durable (ODD), la France vient d'adopter sa Feuille de route pour l'Agenda 2030 intitulée « Agissons pour un monde plus durable et solidaire ». Présentée le 20 septembre dernier par la

ministre de la Transition écologique et solidaire, Elisabeth Borne, cette véritable stratégie interministérielle pour la mise en œuvre des ODD en France dessine les grandes transformations à mener, à la fois sur le territoire national, en Europe et à l'international. Le volontariat et l'engagement citoyen en France et à l'international, ainsi que l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI), sont identifiés comme des outils favorisant l'appropriation et la participation des citoyens à cet Agenda 2030. Voici la présentation faite par France Volontaires, la plateforme française des engagements volontaires et solidaires à l'international, dont fait partie le Défap : un texte qui complète la tribune de Coordination Sud que nous vous présentions plus tôt cette semaine.



Couverture du livret présentant la Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030 © DR

Une Feuille de route, six grands enjeux

Élaborée dans le cadre d'un processus de plus d'un an, au

cours duquel les parties prenantes – et notamment la société civile – ont été consultées, cette Feuille de route a permis d'engager une grande diversité d'acteurs français, provenant de tous les secteurs publics et privés, dans une voie commune pour le développement durable. Parlementaires, ministères, entreprises, associations, collectivités territoriales, syndicats et chercheurs se sont mobilisés afin de fixer le cap d'une société qui ne laisse personne de côté, et l'ambition d'un monde plus durable et plus solidaire.

Six grands enjeux prioritaires ont été identifiés :

1. Agir pour une société juste en éradiquant la pauvreté, en luttant contre toutes les discriminations et inégalités et en garantissant les mêmes droits, opportunités et libertés à toutes et à tous
2. Transformer les modèles de sociétés par la sobriété carbone et l'économie des ressources naturelles, pour agir en faveur du climat et de la planète et de sa biodiversité
3. S'appuyer sur l'éducation et la formation tout au long de la vie pour permettre une évolution des comportements et modes de vie adaptés au monde à construire et aux défis du développement durable
4. Agir pour la santé et le bien-être de toutes et tous, notamment via une alimentation et une agriculture saine et durable
5. Rendre effective la participation citoyenne à l'atteinte des ODD, et concrétiser la transformation des pratiques à travers le renforcement de l'expérimentation et de l'innovation territoriale
6. Œuvrer au plan européen et international en faveur de la transformation durable des sociétés, de la paix et de la solidarité

Autour de chacun de ces six enjeux, des priorités et propositions d'actions sont définies, et des exemples d'initiatives sont présentés.

Le document aborde également l'ambition d'une gouvernance renouvelée pour la réalisation de l'Agenda 2030, et des propositions de chantiers à conduire et d'expérimentations possibles à mener par groupes d'acteurs.



Logo de France Volontaires © DR

Le volontariat, l'engagement citoyen et l'ECSI reconnus comme outils pour l'atteinte des ODD

Afin de porter la voix du volontariat, de l'engagement citoyen et de l'ECSI, France Volontaires a participé activement aux différents travaux d'élaboration de la Feuille de route, en concertation notamment avec le ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) et le CLONG-Volontariat.

France Volontaires se félicite de retrouver dans son contenu **plusieurs contributions** portées par la plateforme et ses membres.

Dans son enjeu 6 sur l'action extérieure de la France, la Feuille de route reconnaît l'engagement citoyen dans le domaine du développement et de la solidarité internationale comme un *«levier d'action transversal qui permet une appropriation concrète et durable des enjeux globaux et de l'Agenda 2030»*. Cette mention dans la Feuille de route de la France fait écho à la reconnaissance onusienne de l'engagement citoyen : le Rapport de synthèse du Secrétaire général des Nations Unies de 2014 sur l'Agenda 2030 qualifie le volontariat de *«moyen puissant et transversal dans la mise en*

œuvre des ODD».

Dans la Feuille de route, l'appui aux dispositifs de volontariat à l'international dans le cadre de la mobilité croisée et des volontariats réciproques est affirmé comme une ambition nationale. Ainsi, il est proposé de *«favoriser le développement des opportunités d'engagement volontaire à l'international pour répondre à la demande croissante des citoyens, tout en veillant à l'accessibilité au plus grand nombre, au principe de réciprocité, à la qualité des missions et des partenariats, ou encore des processus d'accompagnement des volontaires tout au long de leurs parcours».*

Le projet [PrODDige](#) (Promouvoir et Réaliser les Objectifs de Développement Durable pour Innover et Grandir Ensemble), porté par le Service de Coopération au Développement (SCD), membre de France Volontaires, également partenaire du projet, est cité en exemple comme une initiative permettant de favoriser la participation citoyenne, en notamment l'appropriation des ODD, dans les territoires, à travers le volontariat de réciprocité.

Concernant l'ECSI, l'une des priorités de l'enjeu 3 sur l'éducation et la formation tout au long de la vie est de *«s'appuyer sur l'éducation hors système scolaire pour changer les comportements»*. Un soutien par des financements publics et privés aux associations agissant notamment pour l'éducation à l'environnement et au développement durable ou pour l'ECSI est préconisé.

L'Agenda 2030, un cadre commun à mettre en œuvre d'urgence

À dix ans de l'échéance de l'Agenda 2030, les voyants sont au rouge et les résultats sont loin d'être satisfaisants. En amont de la 74e Assemblée générale des Nations Unies actuellement en cours, le Secrétaire général, Antonio Guterres, a tiré la sonnette d'alarme et a appelé *«toute la*

société à accroître la pression sur les gouvernements pour qu'ils comprennent qu'ils doivent aller plus vite, car nous sommes en train de perdre la course» dans une interview de [Covering Climate Now](#).

Aux côtés de plus d'une cinquantaine d'organisations, **France Volontaires** est signataire de la Tribune «[Face à l'urgence climatique et sociale, ne ratons pas le coche des objectifs de développement durable](#)» publiée le 22 septembre 2019 sur [Mediapart](#) et initiée par [Coordination Sud](#), plateforme nationale des ONG françaises de solidarité internationale.

Tout en affirmant que l'Agenda 2030 constitue le seul cadre international pouvant guider un réel changement de cap, le collectif d'organisations appelle par ce texte à «*une mobilisation politique pleine et entière au plus haut niveau de l'État, afin de créer un cadre pour l'action de l'exécutif et du législatif et soutenir l'action des acteurs non-étatiques*».

Avec l'adoption de la Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030, une stratégie est définie et les ambitions sont posées. Des modalités de mise en œuvre concrètes ainsi que des moyens alloués significatifs sont maintenant attendues. France Volontaires reste mobilisée pour faciliter la mise en œuvre des enjeux la concernant et notamment, le développement quantitatif et qualitatif des opportunités d'engagement volontaire international.

ODD : une tribune de

Coordination Sud

À la veille du sommet onusien pour le Climat, Coordination Sud, rassemblement national de plus de 170 ONG françaises de solidarité internationale, dont fait partie le Défap, publie une tribune sur Mediapart. Ce texte exhorte le gouvernement français à mettre en place d'urgence un mécanisme de suivi des politiques menées, tant au niveau local qu'international, pour s'assurer qu'elles soient cohérentes avec les «objectifs de développement durable» signés par la France.



Illustration : déforestation et avancée des déserts © Maxpixel
La France vient d'adopter sa feuille de route pour la mise en œuvre des «objectifs de développement durable» (ODD) au moment où se tient le sommet dédié des Nations unies et quatre ans après l'adoption de l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris. Cette adoption intervient alors que la situation de la planète ne

cesse de s'aggraver et que le réchauffement planétaire pourrait être bien pire que prévu selon un rapport d'experts et expertes français du CNRS et de Météo France rendu public cette semaine.

Des feux des forêts primaires amazoniennes et africaines aux révoltes sociales de celles et ceux laissés pour compte dans nos sociétés modernes, tout est dorénavant lié par une mondialisation non maîtrisée. Qu'elles soient sociales, environnementales ou économiques, à ce jour, les causes et conséquences ne sont traitées, ni par des actions spécifiques transversales, ni par une approche globale et cohérente !

Or l'agenda des Nations unies des ODD, adopté en 2015, devait répondre à cela en faisant le lien entre les crises environnementales, sociales et économiques, entre les actions locales et l'échelle mondialisée. Il définit des actions concrètes dans tous les domaines de nos sociétés à mettre en œuvre d'ici 2030 pour un monde durable. Cet agenda concerne tous les pays, autour d'objectifs universels ambitieux : éliminer la pauvreté et la faim, permettre à toutes et tous de vivre en bonne santé, garantir un accès à l'éducation, à une eau potable et à des toilettes, mais aussi transformer les modèles agricoles et techniques, lutter contre les changements climatiques, l'érosion de la biodiversité et la dégradation des terres, favoriser des modèles économiques inclusifs reposant notamment sur des emplois dignes et un partage équitable des bénéfices économiques pour contribuer au développement de sociétés en paix... Cet «Agenda 2030» affirme l'ambition de «ne laisser personne de côté», c'est à dire de prendre en considération les personnes les plus précaires ou les plus marginalisées dans l'ensemble des politiques publiques.

Environnement : le besoin d'un réel

changement de cap

Dans le contexte actuel, cette ambition nécessite, partout, à tous les niveaux, des transformations structurelles technologiques, sociales, environnementales, économiques et politiques de nos sociétés. Elle demande en outre aux États de prendre la responsabilité de la mise en œuvre de ses actions et appelle tous les acteurs et actrices, entreprises, société civile, collectivités territoriales, à inscrire leur activité dans une feuille de route commune.

Pour les acteurs et actrices françaises non-étatiques du développement durable, l'année 2019 constitue une étape clef pour la mise en œuvre de cet agenda par la France. En effet, après avoir lancé une réflexion commune en 2018, le gouvernement présente un "livret politique" devant traduire de manière opérationnelle la mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable dans ses politiques tant nationales qu'internationales.

Ce "livret politique" doit donner une perspective de long terme permettant de poser des trajectoires de transition vers un développement durable.

Le profond changement de méthode et de vision – intégrée et globale – que proposent l'agenda 2030 et les actions définies dans ses 17 objectifs de développement durable ne peut se réaliser qu'en s'appuyant sur une mobilisation politique pleine et entière au plus haut niveau de l'État, afin de créer un cadre pour l'action de l'exécutif et du législatif et soutenir l'action des acteurs non-étatiques.

À ce titre, nous demandons que soit mis en place un mécanisme de suivi de la cohérence des politiques entre elles, cette démarche devant également être appliquée en matière d'articulation entre les niveaux locaux, nationaux, européens et internationaux. Chacune des politiques sectorielles doit apporter une attention particulière aux objectifs de lutte

contre la pauvreté, les inégalités et les changements climatiques ainsi que ceux liés à l'égalité de genre et à l'inclusion de la société civile. Des indicateurs relatifs à ces enjeux devront être élaborés pour en rendre compte.

L'Agenda 2030, en s'appuyant sur les conventions internationales, et notamment l'Accord de Paris ainsi que l'Accord sur le financement d'Addis Abeba, constitue le seul cadre international pouvant guider un réel changement de cap. Il crée les conditions d'une résilience environnementale, sociale et économique pour toutes et tous au sein de nos sociétés, en France comme ailleurs dans le monde, en enclenchant la nécessaire transition dont elles ont besoin. Il est encore possible d'agir, et la France a un rôle majeur à jouer pour changer de trajectoire et permettre de réelles avancées. Ne gâchons pas cette chance.

Philippe Jahshan, président de Coordination SUD

Accueillir l'autre en Europe

Ayant pour thème principal «Les chrétiens et l'accueil de l'autre en Europe», une journée œcuménique, placée sous l'égide du Conseil d'Églises chrétiennes en France, se tiendra le 12 octobre prochain à Paris.



CÉCEF Conseil
d'Églises
chrétiennes
en France

**Forum œcuménique
Les chrétiens et l'accueil
de l'autre en Europe**

samedi 12 octobre 2019
9 h 30 - 17 h 30



Jamais les tensions politiques autour des migrants n'ont été aussi importantes, aussi visibles en Europe qu'au cours de cet été 2019, lorsque le ministre de l'Intérieur italien, Matteo Salvini, a lancé un bras-de-fer avec les ONG qui portaient secours aux naufragés en Méditerranée. Avec comme résultat des scènes absurdes ou révoltantes, comme l'image de l'*Open-Arms*, le navire de l'ONG espagnole Proactiva Open Arms, bloqué face à l'île italienne de Lampedusa sans pouvoir y débarquer ses passagers ; des migrants désespérés se jetant à l'eau pour rejoindre la terre ferme à la nage – parfois sans savoir réellement nager ; et le ballet des navires des gardes-côtes italiens continuant, dans le même temps, à débarquer des dizaines de migrants recueillis en mer, puisque toute l'attention médiatique et politique se concentrait sur un seul point. Salvini parti du gouvernement, le premier ministre italien Giuseppe Conte a promis une «nouvelle ère réformatrice» dans un discours prononcé devant le Parlement lundi 9 septembre avant d'obtenir le vote de confiance des députés. Son programme se veut l'antithèse de la politique menée jusque-là par Matteo Salvini. Il a insisté sur la nécessité d'une plus grande solidarité au sein de l'Union européenne pour résoudre le problème des flux migratoires. Giuseppe Conte a également proposé des «couloirs humanitaires

européens» permettant d'accueillir de manière organisée des réfugiés qui en ont le droit. La nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, veut quant à elle proposer un «nouveau pacte pour les migrations et l'asile». Il s'agit de mieux répartir les efforts au sein de l'UE et notamment d'aider les pays comme l'Italie, l'Espagne, la Grèce, en première ligne pour les arrivées de migrants. Elle veut aussi rouvrir les discussions sur la réforme du règlement de Dublin, qui confie actuellement aux pays d'arrivée la charge du traitement des demandes d'asile.

Les Églises d'Italie en pointe

Cette question des «couloirs humanitaires» a déjà été soulevée depuis longtemps dans le réseau des ONG européennes, et tout particulièrement dans le milieu des Églises. C'est précisément en Italie qu'est né un programme associant la Fédération des Églises évangéliques italiennes et la communauté catholique de Sant'Egidio, ayant pour objectif l'accueil de personnes vulnérables se trouvant dans les camps au Liban, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique. Un programme similaire a depuis été mis en place en France, régi par un protocole d'entente signé à l'Élysée et qui associe les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à cinq partenaires issus du milieu des Églises : la Fédération protestante de France, la Fédération de l'Entraide protestante, la Conférence des évêques de France et le Secours catholique – Caritas France. Une alternative légale aux «voyages de la mort» à travers la Méditerranée... Ces personnes en situation de grande vulnérabilité sont accueillies légalement en France dans le réseau de la FEP et de ses partenaires locaux. Elles n'arrivent qu'une fois assuré leur accueil dans de bonnes conditions par un collectif d'accueil local. Des collectifs et des hébergements pour lesquels se sont mobilisés nombre de bénévoles issus de l'Église protestante unie de France (EPUdF) ou de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), deux des unions

d'Églises constitutives du Défap. À Beyrouth même, une envoyée du Défap, [Soledad André](#), a participé à l'organisation des couloirs humanitaires en tant que [chargée de mission de la FEP](#).

La question migratoire est donc un sujet qui divise, autant qu'il pousse à l'engagement. L'Église catholique propose déjà une réflexion propre sur l'accompagnement des migrations humaines, à travers plusieurs documents magistériels, et de nombreuses initiatives locales ou centralisées. Au sein du protestantisme, les Églises constitutives du Défap ont développé des actions de sensibilisation et d'accueil. C'est dans cette dynamique qu'une journée œcuménique, placée sous l'égide du Conseil d'Églises chrétiennes en France (CECEF), se tiendra le 12 octobre prochain à Paris. Avec des questionnements importants : refuser tout accueil ou accueillir sans discernement n'est pas une solution. Dès lors, quel modèle prôner pour la société ? Que mettre en place dans les Églises ? Des intervenants de diverses confessions chrétiennes et d'Europe sont invités, parmi lesquels :

- **Julija VIDOVIC**, professeure à l'Institut orthodoxe Saint Serge
- **Monseigneur HEROUARD**, évêque auxiliaire de Lille
- **Pasteur Luca NEGRO**, président de la Fédération des Églises Évangéliques en Italie.

Ce Forum œcuménique aura lieu le 12 octobre prochain dans les locaux de l'Église protestante unie du Saint- Esprit (Paris VIIIème). La rencontre est organisée avec le soutien du service des relations avec les Églises chrétiennes de la Fédération Protestante de France – un service dont la responsable est la pasteure Anne-Laure Danet, une ancienne du Défap.

Hope 360 : inscrivez-vous pour défendre le projet du Défap !

Hope 360, c'est dans un peu plus d'un mois. Cette première édition d'un événement à la fois sportif et solidaire va se tenir à Valence le 19 octobre. Le concept est simple : il s'agit de courir afin de récolter des fonds pour soutenir un projet. Pas besoin pour ça d'être un athlète, ce qui prime, c'est l'aspect ludique. Le Défap sera présent, parmi une vingtaine d'acteurs de la solidarité internationale. Avec un projet à soutenir : la réhabilitation de l'hôpital de Bafia, au Cameroun. Les inscriptions sont ouvertes sur hope360.events/. Le 19 octobre, venez courir pour porter le projet du Défap, et sauver l'hôpital de Bafia !



L'hôpital de Bafia, géré par l'EPC : une structure

*hospitalière, mais aussi un témoignage de l'EPC au sein de la
société camerounaise © Défap*

Que faites-vous le 19 octobre ? Si vous voulez un week-end qui ait du sens, tout en partageant un bon moment avec des personnes engagées ; si vous savez allier un peu de sport (comme la course à pied... ou la voiture à pédales !) et pas mal de convivialité ; si vous savez vous-même faire preuve d'engagement et que vous voulez donner un peu de votre temps au profit des autres, alors, [Hope 360](#) est pour vous ! Ce rendez-vous ludique autant que sportif est organisé par le collectif [Asah](#), réseau de trente ONG d'inspiration chrétienne, agissant dans l'urgence, le développement, le plaidoyer, l'environnement ou la solidarité. Le Défap en est membre, aux côtés d'associations comme ADRA, Artisanat SEL, la Fondation La Cause, Medair...

Le 19 octobre marquera la première édition de Hope 360. Le concept est simple : il s'agit de courir afin de récolter des fonds pour soutenir un projet. Comme l'indiquent les organisateurs dans leur présentation du projet, « les « hopeurs » sont tous ceux qui, touchés par la situation des démunis, décident de se mettre en mouvement pour leur rendre l'espoir. Chaque hopeur relève un défi sportif et mobilise son

réseau pour soutenir le projet humanitaire qui lui tient à cœur.» Pour cela, il faut s'inscrire sur le site de l'événement (hope360.events/). Cinq parcours de courses sont proposés, et une sélection de dix-sept projets à soutenir : il faut donc choisir son parcours, le projet pour lequel s'engager, payer son inscription en ligne (6 euros par participant en cas d'inscription dans une équipe, 9 euros pour les inscriptions individuelles)... Une fois que vous êtes inscrit.e, il ne reste plus qu'à en parler à vos amis et proches pour faire connaître l'événement et susciter les bonnes volontés. Vous pouvez aussi, si vous le souhaitez, lancer une collecte en faveur du projet que vous aurez choisi de soutenir.

Le projet du Défap : soutenir l'hôpital de Bafia

Le Défap sera présent pour soutenir le projet de réhabilitation de l'hôpital de Bafia, au Cameroun, à l'initiative du docteur Célin Nzambé. Un projet qui bénéficie déjà du soutien de deux paroisses de l'Église Protestante Unie de France (EPUdF) : celle de Valence, à l'initiative notamment de Patricia Champelovier ; et celle de La Rochelle, dont fait partie le docteur Perrot, qui fait régulièrement des séjours courts au Cameroun via le Défap pour prêter main-forte au docteur Nzambé. Le Défap a aussi régulièrement des envoyé.e.s sur place ; l'une d'elles, Aurélie Chomel, qui a été infirmière à l'hôpital de Bafia au cours de l'année 2018-2019, sera présente à Valence à l'occasion de Hope 360 et pourra témoigner à la fois de son travail, de ce qu'apporte l'hôpital de Bafia dans la région où il est implanté... et de la nécessité de le soutenir.

Si cet hôpital est une petite structure, il a un rôle essentiel dans un pays dont tout le système de santé est fragile et dysfonctionne. Le Cameroun porte aujourd'hui l'héritage de décisions prises il y a plusieurs décennies, comme la fin de la gratuité des soins et le financement direct des soins par les patients. Une tendance qui a été la même dans de nombreux pays africains au cours des années 80, avec à chaque fois les mêmes conséquences catastrophiques, aussi bien pour le fonctionnement des hôpitaux que pour la santé publique. Aujourd'hui encore, les patients ne peuvent espérer être soignés dans la plupart des hôpitaux sans faire d'abord la preuve qu'ils pourront payer ; la conséquence étant que pour beaucoup, l'accès à des soins hospitaliers est tout simplement inenvisageable, même dans les cas les plus graves. C'est précisément ce manque que viennent combler des petites structures comme celle de l'hôpital de Bafia – une structure privée, appartenant à l'Eglise presbytérienne du Cameroun (EPC). Mais le réseau d'hôpitaux de l'EPC a lui-même connu des difficultés, au point que l'hôpital de Bafia, à l'arrivée de Célin Nzambé, était tout simplement désaffecté. C'est grâce à son travail, soutenu par le Défap, qu'il peut désormais jouer un rôle crucial auprès de la population de cette préfecture du

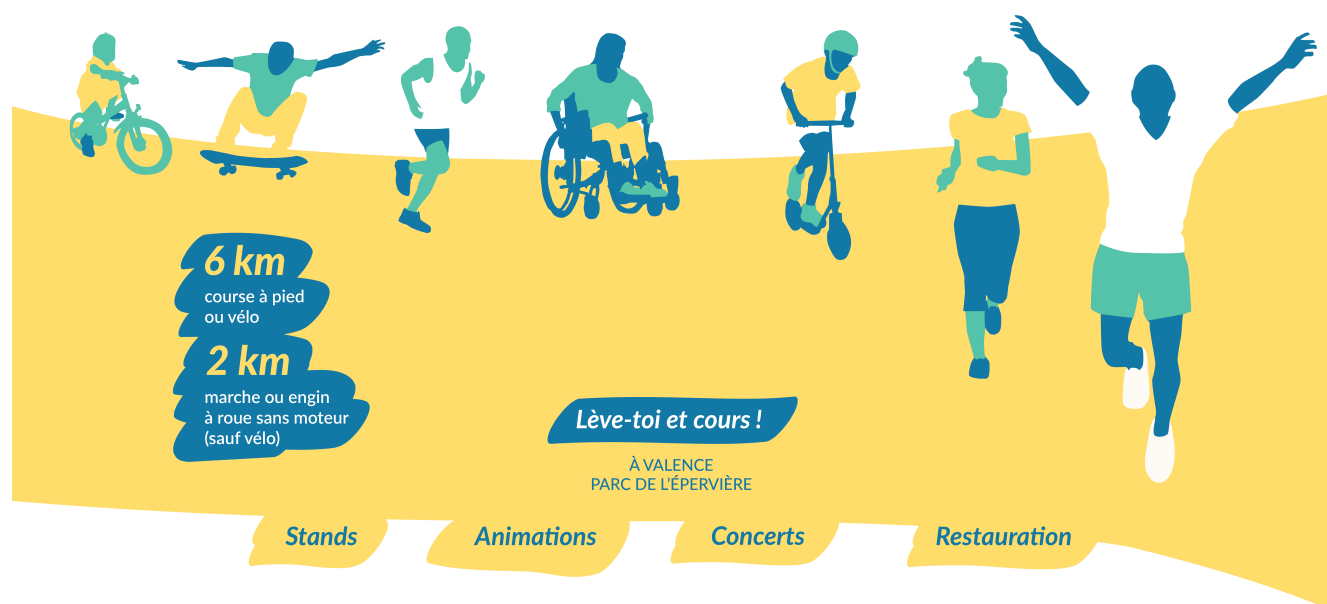
centre du Cameroun.

Avec peu, vous pouvez faire beaucoup

Avec peu de moyens, une structure comme celle de l'hôpital de Bafia fait beaucoup pour la santé de la population. Et vous-même, par votre engagement à travers Hope 360, par les bonnes volontés que vous pourrez mobiliser, par vos dons, vous pouvez les aider à faire plus encore. Le moindre euro a une utilité immédiate. Voici quelques exemples :

- ***un accouchement*** coûte 11 500 francs CFA (6 500 pour l'acte médical + 5 000 pour le matériel), soit un total de 17,50 euros
- ***une opération*** : 60 000 CFA pour une hernie (91 euros), 120 000 pour une césarienne (182,30 euros)
- ***une table d'accouchement*** : 320 000 CFA (486 euros)
- ***une table d'examen*** : 150 000 CFA (228 euros)
- ***un tensiomètre électrique*** : 30 000 CFA (45,50 euros)
- ***un déambulateur*** : 25 000 CFA (38 euros)
- ***un doppler fœtal*** (pour écouter le cœur du bébé) : 120 000 CFA (182,30 euros)

Alors, le 19 octobre, venez soutenir le projet du Défap ! Bafia compte sur vous. En aidant à équiper l'hôpital en matériel médical, vous aiderez à sauver des vies.



Couloirs humanitaires : un premier bilan de l'accueil des migrants

Pour la première fois, une étude fait le point sur ce projet visant à accueillir en France des personnes particulièrement vulnérables ayant fui la Syrie ou l'Irak, via le Liban : profil des familles accueillies, conditions d'hébergement, problèmes rencontrés, parcours administratif... Cette initiative, calquée sur le modèle italien, met en lien plusieurs associations œcuméniques dont la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP) et la Fédération Protestante de France (FPF) ; elle est soutenue par des Églises constitutives du Défap comme l'Église protestante unie

de France (EPUdF) et l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL) qui se sont mobilisées pour trouver des solutions d'hébergement et d'accompagnement, et une envoyée du Défap, Soledad André, a participé au projet à Beyrouth en tant que chargée de mission de la FEP.



*Départ de Beyrouth de sept familles syriennes, 26 février 2019
(Soledad André, envoyée du Défap, est la deuxième à droite) ©
Communauté de Sant'Egidio*

«Si l'Europe ne peut pas protéger ceux qui sont en difficulté (...), qui ont pris la mer à la recherche d'une vie meilleure, elle aura perdu son âme, en plus de son cœur.» [Cet extrait d'un courrier envoyé le 8 août 2019 à la Commission européenne](#) par l'Italien David Sassoli, président du Parlement européen, en dit long sur les tensions politiques entourant le sort des migrants, alors que les ports se ferment face aux navires affrétés par des ONG pour leur venir en aide.

Depuis le début de la guerre civile en Syrie, au cours de l'année 2011, plus de 5,6 millions de personnes ont fui le pays, selon les chiffres du HCR (le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'Onu). Les plus jeunes étant les plus vulnérables : les enfants syriens vivent la plus grave crise humanitaire au monde, selon le fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef), qui déplore des milliers de morts, de blessés, de handicapés et de traumatisés. Selon les Nations Unies, pas moins de 731 000 enfants syriens sont actuellement privés d'école. Les trois pays ayant accueilli le plus grand nombre de ces réfugiés sont la Turquie, le Pakistan et le Liban. Les pays européens, pour leur part, contrôlent leurs frontières et n'acceptent les demandes d'asile qu'au terme de procédures longues, complexes, le plus souvent illisibles pour les nouveaux arrivants. Alors que le Liban, avec ses 4 millions d'habitants, accueille environ 1,5 million de réfugiés, l'UE dans son ensemble a accepté 538 120 demandes d'asile en 2017 (un tiers provenant de Syriens), dont 60% pour la seule Allemagne. La France, deuxième pays accueillant le plus de réfugiés en Europe, n'a accepté que 40 575 demandes ; l'Italie 35 130.

Jamais le risque n'a été aussi élevé pour les migrants en Méditerranée

Mais pendant que sont établies des procédures régulières d'asile, la fermeture des frontières européennes empêche les réfugiés de faire valoir leurs droits à ces mêmes procédures. Ce qui pousse à l'ouverture de «routes de l'exil» de plus en plus dangereuses. La «route des Balkans» est aujourd'hui considérée comme infranchissable. Celle via la Méditerranée, marquée par de multiples naufrages de bateaux surchargés, est de plus en plus étroitement surveillée. L'Onu a ainsi averti le 9 juin dernier que le risque pour les migrants de mourir

dans la Méditerranée n'a jamais été aussi élevé qu'aujourd'hui : d'une part en raison du faible nombre de bateaux désormais présents pour les aider, d'autre part à cause du regain de tensions en Libye, qui favorise les départs. «Si nous n'intervenons pas vite, il y aura un bain de sang en Méditerranée», [a prévenu Carlotta Sami](#), porte-parole de l'agence pour les réfugiés de l'ONU, citée par le *Guardian*.

D'où l'initiative des couloirs humanitaires. Un programme directement inspiré d'un exemple italien associant la Fédération des Églises évangéliques italiennes et la communauté catholique de Sant'Egidio. Il a pour objectif l'accueil de personnes vulnérables se trouvant dans les camps au Liban, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique. Il est régi par un protocole d'entente signé à l'Élysée et qui associe les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à cinq partenaires issus du milieu des Églises : la Fédération protestante de France, la Fédération de l'Entraide protestante, la Conférence des évêques de France et le Secours catholique – Caritas France. Une alternative légale aux «voyages de la mort» à travers la Méditerranée... Ces personnes en situation de grande vulnérabilité sont accueillies légalement en France dans le réseau de la FEP et de ses partenaires locaux. Elles n'arrivent en France qu'une fois assuré leur accueil dans de bonnes conditions par un collectif d'accueil local. Des collectifs et des hébergements pour lesquels se sont mobilisés nombre de bénévoles issus de l'Église protestante unie de France (EPUdF) ou de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), deux des unions d'Églises constitutives du Défap. À Beyrouth même, une envoyée du Défap, [Soledad André](#), a participé à l'organisation des couloirs humanitaires en tant que [chargée de mission de la FEP](#).

Le long parcours des demandeurs d'asile

La FEP et les associations partenaires du projet ont [publié une première étude](#) sur les familles arrivées en France depuis juillet 2017. Cette étude, réalisée en 2018, révèle que 65% des familles accueillies sont satisfaites de leur hébergement en France. Toutefois, si 83% des familles ont enregistré leur demande d'asile 15 jours après leur arrivée en France comme prévu dans le protocole, près de la moitié de ces familles n'a pas été entendue par l'Ofpra (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) durant les trois premiers mois suivant leur arrivée en France. Les réfugiés bénéficiaires de cette action ont indiqué que leur niveau de français de départ a pu évoluer positivement, de même qu'ils ont bien reçu l'accès aux soins gratuits. On ne leur propose toutefois pas encore d'activités sociales rémunérées.

L'étude relève aussi des points d'amélioration : assurer l'accès à un accompagnement social et administratif de qualité, respecter les délais fixés par le protocole, assurer un accès rapide aux soins, améliorer l'accès au cours de français, au bénévolat, à la formation et au marché du travail...

Centrafrique : «Travailler comme artisans de paix»

Si on ne parle plus officiellement de guerre, les

violences perdurent en République centrafricaine, comme a pu en témoigner, en novembre 2018, le drame d'Alindao. La situation reste instable, les risques de dérapage permanents, et les besoins immenses. Comment les Églises participent-elles à réinventer un vivre-ensemble dans ce pays meurtri ? Entretien avec le pasteur Maurice Gazayeke, président de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes), qui a été reçu au Défap au cours du mois de juin 2019.



Carte de la République centrafricaine

On ne parle plus de guerre civile en République centrafricaine. Et pourtant, les troubles perdurent, dans un pays qui reste profondément marqué et où tout est, encore aujourd'hui, à reconstruire. Si la situation est relativement calme à Bangui, la capitale, les provinces restent instables et leurs populations, menacées par de toujours possibles éruptions de violences. En 2016, les élections ont apporté un espoir de tourner la page des années de guerre. Pour la

première fois de son histoire, la RCA avait enfin un président (l'ancien Premier ministre Faustin-Archange Touadéra) et un parlement démocratiquement élus. Mais des régions entières sont restées de fait sous le contrôle de milices faisant régner la terreur ou monnayant leur «protection». Des groupes armés avec lequel le gouvernement a bien dû négocier, jusqu'à signer en février 2019 un accord avec quatorze d'entre eux : l'accord de Khartoum, treizième accord de paix qu'ait connu la République centrafricaine depuis 2007, qui devait permettre d'apporter un apaisement en intégrant les principaux chefs de guerre à la vie politique centrafricaine. Dans les faits, la situation reste si difficile que le Conseil de sécurité a renouvelé, jusqu'au 15 novembre 2019, le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca), tout en le renforçant. Les violations des droits humains sont quotidiennes, plus des trois-quarts des habitants du pays sont toujours en situation d'extrême pauvreté et la RCA est à la toute dernière place de l'indice du développement humain, au 188ème rang sur 188 pays.

Dans un pays où les structures collectives sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble. Elles jouent un rôle d'accompagnement irremplaçable auprès de la population, aident à panser les plaies de la guerre et plaident pour l'apaisement. Le Défap est directement en lien avec deux d'entre elles : l'Église Protestante Christ-Roi de Centrafrique, basée à Bangui, et l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine, présente principalement dans l'ouest du pays, région déshéritée et instable. Mais des relations ponctuelles peuvent s'établir avec d'autres partenaires, également engagés dans les efforts de paix et de reconstruction. C'est le cas des communautés baptistes, et notamment de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes), dont le président, le pasteur Maurice Gazayeke, a été reçu au Défap au cours du mois de juin 2019.



Le pasteur Maurice Gazayeke © Défap

Quelle est aujourd'hui la situation en République centrafricaine ?

Pasteur Maurice Gazayeke : Le gouvernement continue à tendre la main à ceux qui ont pris les armes, en les exhortant à cesser les hostilités. Depuis l'accord de Khartoum, on sent un changement positif à Bangui et dans les villes environnantes ; mais il y a toujours des difficultés dans les régions, des massacres inopinés perpétrés par des groupes rebelles... Il y a des coupures de route : celle qui va de Bangui au Cameroun a ainsi été bloquée, pour empêcher le ravitaillement de la ville ; les fautifs ont été écartés ; mais on craint toujours les violences qui peuvent survenir de façon imprévisible. Partout dans l'arrière-pays, les groupes armés se sont solidement établis : en dépit de la Minusca, ils ont pris le pouvoir de certaines régions et ne veulent pas le laisser. En outre les chefs rebelles semblent n'avoir pas toujours un entier contrôle de tous leurs éléments, qui peuvent se comporter comme des bourreaux de la population. Ce qui continue à attiser les craintes de violences interconfessionnelles : quand des groupes rebelles sont majoritairement des musulmans, les Églises ont fort à faire pour éviter les représailles de

la part de la population contre des musulmans... Alors qu'à la base, le problème est politique, non confessionnel.

Que vit la population au quotidien ?

Les gens sont en insécurité permanente. Les villageois craignent d'aller dans leurs champs, d'aller à la pêche, ou à la chasse : ils risquent à tout moment de rencontrer des éléments rebelles et de se faire tuer. Et la population civile a souvent l'impression d'être abandonnée à elle-même en cas de violences, alors que les forces de la Minusca sont là théoriquement pour les protéger. Personne n'a oublié le drame d'Alindao, en novembre 2018, lorsque des groupes armés ont massacré des dizaines de personnes dans un camp pourtant placé sous la protection de la Minusca. Le contingent de la force internationale avait été prévenu des préparatifs de cette attaque, et n'a rien fait pour s'y opposer ; au contraire, les hommes de la Minusca se sont retirés sans un coup de feu. L'Onu a dû ouvrir une enquête internationale, et l'image de la Minusca, déjà mauvaise aux yeux de l'opinion publique centrafricaine, s'est encore dégradée. De tels drames alimentent tous les soupçons, y compris ceux de connivence entre certains éléments des forces internationales et certains groupes rebelles. Mais en dépit de cette insécurité permanente, on progresse vers la paix, avec l'aide du Seigneur.

Que font les Églises pour aider à désamorcer ces violences ?

Les Églises baptistes ont toujours exhorté leurs fidèles à travailler comme artisans de paix. Mais elles ne le font pas seules : chaque dénomination travaille dans le sens de la cohésion sociale, en vue de la réconciliation de la population. Là où je vis à Bangui, dans le quatrième arrondissement, mon Église, celle de Ngoubagara, organise des grandes rencontres de prière, et y invite le gouvernement et le président de la République. Elle lance des appels notamment à travers l'AEC (l'Alliance des Évangéliques en Centrafrique),

qui fait partie de la Plateforme des Confessions Religieuses de Centrafrique, laquelle regroupe des protestants, des catholiques et des musulmans pour faire du plaidoyer en faveur de la paix. L'une de ces grandes rencontres de prière en faveur de la réconciliation et de la paix a eu lieu juste avant mon départ pour la France, en présence des autorités politiques. De son côté, le gouvernement fait régulièrement appel non seulement aux partis politiques, mais aussi aux diverses confessions pour nouer des contacts et tenter de consolider la paix. À travers ces rencontres, à travers la Plateforme, les leaders religieux, au lieu d'agir en ordre dispersé pour le retour de la paix, plaident ainsi ensemble contre les violences interconfessionnelles. Ils s'efforcent de montrer, ensemble, que les bases du conflit ne sont pas religieuses. Les relations entre représentants religieux sont régulières : ainsi, quand les nouveaux leaders de l'AEC ont été élus, l'imam Kobine, qui fait partie de la Plateforme, avait été invité.

Ces appels sont-ils bien reçus au sein de la population ?

Les gens sont fatigués de toutes les violences. Ils aspirent avant tout à la paix. S'il y a des réticences chez les fidèles, ils ne les expriment pas dans l'Église. Quand on organise des chaînes de prière au niveau de l'AEC, toutes les Églises répondent de manière positive et les fidèles impliqués sont nombreux. Mais les rebelles, eux, ont beau signer des accords, ils ne les respectent pas toujours. Les Églises sont sincères dans leurs appels à la paix, mais se rendent bien compte que les rebelles jouent à une sorte de jeu de cache-cache...

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

Le Défap soutient l'Appel pour le volontariat de demain

À l'occasion de son dixième anniversaire, France Volontaires a lancé l'Appel pour le volontariat de demain. Un texte qui vient en réponse à des défis partagés qui appellent des réponses communes et pour lesquels le volontariat représente une solution concrète et inclusive. À travers cinq recommandations, les signataires de l'Appel (en tout, près de 200 acteurs du volontariat, dont le Défap) aspirent à insuffler un élan collectif pour que le volontariat de demain contribue activement à l'émergence d'une société de l'engagement solidaire et ouverte sur le monde. Ce texte inscrit le volontariat et son principe de réciprocité, comme une réponse puissante et transversale aux trois grands défis actuels que sont la préservation de l'environnement et du climat, les mobilités et l'inclusion sociale et professionnelle.



Vue d'une session retour des envoyés du Défap © Défap
«Nous, organisations de la société civile, associations, agences ou organismes investis dans les champs de l'engagement volontaire, de la solidarité internationale et du développement, proclamons un appel pour le volontariat de demain.

Un monde en mutation, des défis partagés

Le monde que nous avons en commun vit de profondes transformations sur les plans politique, économique, social et écologique entraînant une accentuation des formes d'inégalités (territoriales, d'accès aux ressources et aux services de base, liées au genre ...).

Dans ce contexte trois défis majeurs nous interpellent :

- **Le défi de la préservation de l'environnement et du climat**, porté par une prise de conscience et des attentes fortes des citoyens,
- **Le défi des mobilités**, alimenté et amplifié par les effets conjugués des situations de conflits et de pauvreté croissante et des changements climatiques,
- **Le défi de l'inclusion sociale et professionnelle**, dans un monde composé aujourd'hui de près de 2 milliards d'individus âgés de 10 à 24 ans et confronté à une précarisation des populations actives et de relégation de nos aînés.

Face à ces défis, la tentation du discours populiste prend le pas sur un projet de société fondé sur la cohésion ; la peur de l'autre peut se substituer à la solidarité et à la fraternité. Il est donc urgent de prendre conscience collectivement de nos interdépendances et de notre destin commun. Nos efforts de développement et nos initiatives de solidarité doivent impérativement reposer sur des actions concertées et des partenariats équilibrés.

Le volontariat, une réponse transversale et puissante

Dans ce monde en mutation, nous croyons fortement que l'engagement volontaire «est un moyen puissant et transversal de mise en œuvre des ODD» comme reconnu par le Secrétaire Général des Nations-Unies.

Le volontariat est un engagement libre et responsable au sein d'organisations qui contribuent à l'intérêt général, il favorise une mobilisation citoyenne d'envergure autour de grands enjeux de société, « ne laissant personne de côté ».

Par leur engagement humain et de proximité, les volontaires facilitent le dialogue entre organisations internationales, pouvoirs publics et communautés locales. Ils favorisent une

meilleure compréhension des réalités vécues et une recherche de solutions partagées et coopérations et d'échanges entre les peuples, les cultures, les sociétés civiles et les générations. Les volontaires, de tous âges, jouent un rôle de catalyseurs d'évolution des pratiques et de transformation des sociétés.

Nous appelons les gouvernements, les décideurs publics, les élus nationaux comme locaux, les organisations nationales comme internationales de solidarité, de coopération, ou de développement ainsi que les acteurs de la société civile convaincus de l'utilité sociale de l'engagement volontaire et partageant ses valeurs à :

- **Favoriser une société de l'engagement** qui intègre le volontariat comme un levier de mise en œuvre des politiques publiques de jeunesse, de transition écologique et de lutte contre les inégalités et les exclusions,
- **Œuvrer à la reconnaissance** sociale et professionnelle du volontariat,
- **Favoriser le développement des opportunités** d'engagement volontaire pour répondre à la demande croissante des citoyens, tout en veillant à l'accessibilité au plus grand nombre, à la qualité des missions et des partenariats, ou encore des processus d'accompagnement des volontaires tout au long de leurs parcours,
- **Développer des formes de mobilités croisées** fondées sur des principes de partenariat, d'intérêts partagés et de **réciprocité**,
- **Renforcer les coopérations** entre les États, ainsi que les partenariats entre l'État, les collectivités territoriales et les sociétés civiles en vue de concevoir des cadres et stratégies propices au développement du volontariat.

Nous appelons les États, les agences nationales, les organisations internationales et plus largement l'ensemble des

parties prenantes à se donner les moyens pour garantir la qualité du volontariat et veiller aux potentielles dérives telles que la marchandisation du volontariat, le volontourisme ainsi que les risques de substitution à l'emploi.

Nous appelons à un élan collectif pour traduire ces recommandations en actions concrètes pour que le volontariat de demain contribue activement à l'émergence de sociétés de l'engagement solidaire et ouvertes sur le monde.»

Formation des envoyés : deux semaines pour changer de vie

Prévue en cette année 2019 du 1er au 12 juillet, la session de formation est l'aboutissement de toute une année : à la fois pour les futurs envoyés, dont la procédure de recrutement s'étale sur plusieurs mois, et pour le personnel du Défap, largement mobilisé en amont et pendant cette période de préparation au départ. C'est aussi un moment crucial d'échanges entre les futurs envoyés, qui ont là l'occasion de passer deux semaines ensemble, mais aussi d'interroger leurs motivations et de réfléchir à la manière dont ils se projettent dans leur future mission. Deux semaines qui annoncent un changement radical, sachant qu'on revient toujours changé de l'expérience du volontariat...



Ouverture de la session 2018 de la formation des envoyés du Défap : premiers échanges dans le jardin... © Défap

Cette année encore, un peu plus d'une vingtaine d'envoyés du Défap s'apprêtent à partir en mission dans les domaines de la santé, de l'éducation ou encore de l'enseignement de la langue française. Et tous vont se retrouver au 102 boulevard Arago, à Paris, pour une session courte, mais intense, de deux semaines, au cours de laquelle ils participeront à la période-clé que constitue la formation. Période-clé pour les futurs envoyés, car elle représente un moment privilégié pour apprendre à mieux connaître le Défap en y logeant tous ensemble pendant un peu plus d'une dizaine de jours ; mieux connaître l'équipe des permanents, et pouvoir mettre des noms et des visages sur des fonctions ; mieux se connaître entre eux et partager un temps privilégié avant le grand départ, à l'automne, qui les verra se disperser en Tunisie, en Égypte, à Madagascar, au Bénin, au Cameroun, au Sénégal... Ainsi, au-delà des thématiques abordées lors des présentations ou des ateliers, il y a dans cette période de formation brève, mais dense, un aspect d'échange et de rencontres indispensable. Mais ces deux semaines représentent également une période-clé

dans la vie du Défap lui-même et pour toute l'équipe des permanents, largement mobilisée à la fois avant et pendant la formation.

Qu'ils soient pasteurs et aillent s'occuper d'une paroisse outre-mer, qu'ils partent sous le statut de VSI ([Volontaire de Solidarité Internationale](#)) ou à l'occasion d'un service civique, pour [quelques mois](#) ou pour une [mission plus longue](#), les futurs envoyés doivent tous passer par cette étape de la formation. Elle marque l'aboutissement d'une procédure de trois à six mois au cours de laquelle ils ont rencontré les membres de la CEP (Commission Échange de Personnes) pour faire le point sur leur projet, évaluer leurs compétences professionnelles, leurs aptitudes personnelles. Puis vient la formation, étape qui constitue une obligation légale, notamment au vu des [enjeux de sécurité](#), mais qui représente surtout pour le Défap le moyen de leur fournir des outils pour pouvoir s'adapter aux enjeux d'un autre pays, d'une autre société, d'autres manières de vivre où le confort peut être des plus rudimentaires ; et les préparer à vivre une expérience qui les obligera à sortir de tous leurs cadres. Une tranche de vie irremplaçable, mais qui nécessite des bases bien établies.

La formation : ce qui s'y enseigne... et ce qu'on y découvre

S'il ne faut aujourd'hui que quelques heures de vol pour se retrouver à l'autre bout de la planète, partir pour quelques mois ou un an comme volontaire, en mission dans un pays lointain, n'en reste pas moins une aventure. On en sort nécessairement changé. Pas question de s'y embarquer à la légère. Et se préparer au départ, c'est déjà partir un peu : se projeter dans un autre contexte culturel, se confronter à d'autres manières de vivre... et interroger ses propres motivations. Pourquoi partir en volontariat à l'étranger ?

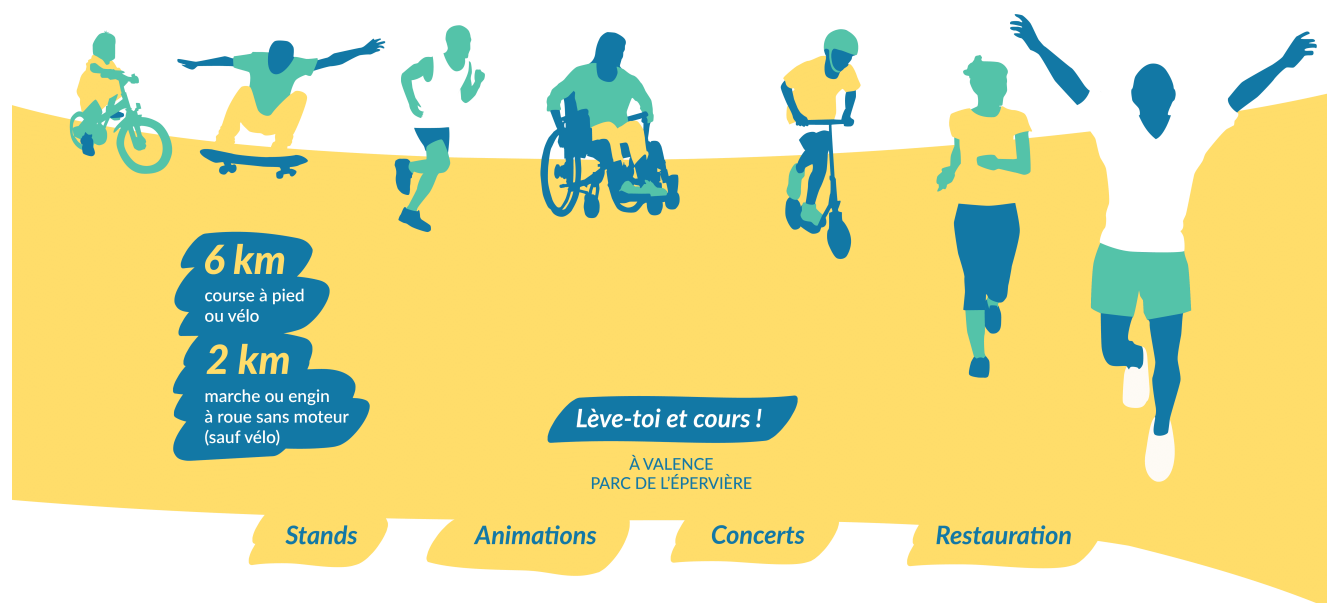
Qu'espère-t-on trouver ? À quelles réalités se retrouvera-t-on mêlé ? Pour les futurs envoyés, le temps de la formation au 102 boulevard Arago, au sein du vénérable bâtiment de l'ancienne Société des Missions Évangéliques de Paris, est déjà l'occasion de remettre en cause quelques certitudes. Notamment celles qui concernent la place du religieux, dans des pays où la laïcité, telle qu'elle est comprise et vécue en France, n'existe pas.

Au menu de ces deux semaines de formation : des thèmes d'ordre pratique, comme les aspects administratifs de l'envoi ou les questions de santé ; d'autres davantage consacrés à l'interculturel et à la rencontre de l'autre, au contexte de la mission (contexte culturel, géopolitique ou ecclésial) et à l'engagement citoyen et solidaire. De manière générale, cette formation vise à répondre à quatre questions : qui part ? Pour vivre quoi ? Dans quel contexte ? Qui rentre ? Sachant qu'on revient toujours changé d'une expérience de volontariat, qu'elle dure quelques mois ou plusieurs années... Pour cela, outre les membres de l'équipe des permanents mis à contribution lors des sessions en plénière et des ateliers, la période de formation fait appel à des associations partenaires ; elle mobilise aussi d'anciens envoyés venant témoigner, ainsi que des intervenants extérieurs disposant d'une compétence particulière dans un domaine précis.

Et comme chaque année, cette session de formation des envoyés 2019 se clôturera par un culte d'envoi, célébré dans la chapelle du Défap, et ouvert à tous. Pour rencontrer les futurs envoyés avant leur départ, rendez-vous le vendredi 12 juillet à 14h00 au 102 boulevard Arago, Paris, 14ème.

Hope 360 : demandez le programme !

Le 19 octobre, vous pourrez porter les couleurs du Défap à Valence et participer au sauvetage de l'hôpital de Bafia, au Cameroun, en participant à la première édition nationale de Hope 360 : un événement à la fois, festif, ludique et sportif ; un événement porteur d'espoir au profit de projets solidaires. Nous aurons l'occasion au cours des prochains mois de vous fournir plus d'informations sur ce grand rendez-vous organisé par Asah, le collectif d'ONG chrétiennes, dont le Défap est membre ; voici déjà un aperçu du programme de la journée.



La première édition nationale de **Hope 360** se déroulera le **19 octobre 2019 à Valence**. Environ 2000 personnes sont attendues ! Les participants (appelés « hopeurs ») pourront effectuer le parcours, à roulettes, à pied ou à vélo... et participer à la fête.

Les « hopeurs » sont tous ceux qui, touchés par la situation

des démunis, décident de se mettre en mouvement pour leur rendre l'espoir. Chaque hopeur relève un défi sportif et mobilise son réseau pour soutenir le projet humanitaire qui lui tient à cœur. L'événement a été conçu pour tout public, pas besoin d'être sportif ! Que le Hopeur 360 soit un enfant, un adolescent ou un adulte, un acharné du challenge ou un adepte de la promenade tranquille, il peut participer, seul ou en équipe, à l'une des épreuves sous les couleurs de l'ONG de son choix.

Cinq parcours non chronométrés, non classés sont proposés (Certificat médical non obligatoire). Ils permettent aux participants d'avancer à leur rythme dans une ambiance conviviale, sur un tracé au bord du Rhône.

Programme :

- **09h00-10h00** – Accueil, animations, échauffements et des animations pour les enfants (maquillage, jeux...)
- **10h00- 13h00** – Épreuves
 - 10h00 – 1,7 km marche
 - 10h30 – 3,4 km sur engin à roue(s) sans moteur sauf vélo
 - 11h15 – 6,8 km course à pieds
 - 12h00 – 6,8 km sur vélo

- **13h00 – 13h30** – Remise des prix
- **13h30 – 15h00** – Concerts, animations et petite restauration

Un parcours sur un anneau de 100 mètres est réservé aux courses sur roues pour les moins de 10 ans.

Une petite restauration sera disponible tout au long de la journée. Les tarifs d'inscription ont été conçus pour accueillir un maximum de participants aux deux courses.

- Hopeur seul : 9 €
- Famille jusqu'à 6 Hopeurs : 20 €
- Equipe à partir de 10 Hopeurs : 6 € / hopeur

Chaque hopeur, famille ou équipe est encouragé à contribuer à un projet en devenant collecteur pour l'organisation de son choix. Il n'y a pas de plancher de collecte pour participer aux épreuves mais une collecte de 20 € à 200 € selon les âges semble un bon objectif (voir ci-dessous le concours plus belle collecte pour découvrir ces planchers).

Des concours sont organisés pour mettre à l'honneur les Hopeurs et les organisations de solidarité internationale qui font un effort de mobilisation. La variété des concours permet de mettre en avant aussi bien des organisations de solidarité internationale connues que des plus petites structures. Une organisation de solidarité internationale ne peut gagner qu'un seul concours à la fois.

La liste des concours : **la plus belle collecte individuelle** (participation à partir de 20 € pour les enfants de moins de 12 ans, 100 € pour les 12 à 20 ans et 200 € pour les adultes), **le plus bel engin à roue(s)** , **le plus grand groupe de Hopeurs mobilisé**, **le déguisement le plus original**.

France Volontaires : 10 ans d'engagement et une conférence à ne pas manquer

France Volontaires, la plateforme française des engagements volontaires et solidaires à l'international, dont fait partie le Défap, célébrera le 25 juin ses 10 ans autour de la devise : «Volontaires, l'engagement en commun». Ce jour-là, un rendez-vous à ne pas manquer : une conférence organisée toute l'après-midi à la bibliothèque François Mitterrand, à Paris, qui réunira de nombreux acteurs de terrain et des grandes figures de l'engagement, dont le Tunisien Ahmed Galaï, Prix Nobel de la Paix. Et un événement annoncé : le lancement de l'Appel pour le volontariat de demain, un texte portant cinq recommandations clés pour des réponses communes afin que le volontariat de demain contribue activement à l'émergence d'une société de l'engagement solidaire.



Le travail du Défap est un travail en réseau. Qu'il ait lieu

en France ou à l'étranger, il ne peut exister que grâce aux liens noués et entretenus avec de nombreux partenaires : des Églises, tout d'abord, puisqu'entretenir des relations entre communautés protestantes au près comme au loin est la vocation première du Service protestant de mission ; un riche milieu associatif, ensuite, puisque ces relations ne peuvent exister sans que se développent des actions et des projets en commun – et que ces projets relèvent souvent de l'éducation, du développement ou de la santé ; les pouvoirs publics, enfin, qui fixent le cadre nécessaire à ces relations et ces partenariats, et définissent les statuts des personnes amenées à travailler à l'étranger.

Dans ce cadre, le Défap est un acteur à part entière de la solidarité internationale, à l'expertise reconnue, et membre de diverses plateformes au sein desquelles il travaille en commun avec des ONG dont les problématiques recoupent les siennes. Parmi ces plateformes, France Volontaires occupe une place majeure. Plateforme française des Volontariats internationaux d'échange et de solidarité, et opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, elle réunit l'État, des collectivités territoriales et des associations autour d'une mission d'intérêt général : le développement et la promotion des engagements volontaires et solidaires à l'international. L'association met en place des formations, des accompagnements, pour aider les personnes désireuses de s'engager dans du volontariat international. Un réseau d'espaces volontariat dans de nombreux pays en Amérique Latine, Afrique et Asie accompagne sur le terrain les volontaires.

Le volontariat, un «levier puissant» face aux grands défis de

l'époque



© *France Volontaires Togo*

Le 25 juin, France Volontaires fête ses 10 ans. Une décennie d'actions sous sa forme actuelle ; mais plus de 40 ans en réalité, puisqu'elle avait été créée en 2009 sur le socle de l'Association Française des volontaires du Progrès. Une journée spéciale est organisée à la Grande Bibliothèque François Mitterrand, à Paris, autour de la devise : «Volontaires, l'engagement en commun». Premier temps fort de ce rendez-vous : une grande conférence est organisée à partir de 13h30 sur le thème : «Vers le volontariat de demain – Pour l'émergence d'une société de l'engagement solidaire et ouverte sur le monde». Des membres de France Volontaires, des praticiens du volontariat, des partenaires des secteurs du développement et de la solidarité internationale, des décideurs politiques, et bien évidemment des volontaires seront amenés à prendre la parole au cours de cet après-midi de réflexions, d'échanges et de débats autour des évolutions du volontariat international. Plusieurs ministres de pays partenaires dont le Togo, le Burkina Faso et la Tunisie, le député Hervé Berville, Ahmed Galaï, Prix Nobel de la Paix (Ligue tunisienne pour la Défense des Droits de l'Homme), Audrey Pulvar, directrice de AfricanPattern, Sopha Pot, directeur de l'association cambodgienne OBT, Brikena Xhomaqi,

présidente de la plateforme européenne Life long Learning, figurent parmi les intervenants. «Cet anniversaire nous donne l'occasion de partager un bilan des évolutions qui ont marqué le volontariat international et de valoriser les actions menées au cours de la décennie passée, déclare Jean-Daniel Balme, délégué général de France Volontaires. Ce sont les milliers de volontaires engagés aux côtés de centaines d'organisations locales de plus de 100 pays ou encore les quelques 400 volontaires internationaux accueillis sur notre territoire qui en sont les témoins les plus marquants.»

Autre temps fort de cet anniversaire, le lancement de l'Appel pour le volontariat de demain : un texte portant cinq recommandations clés, rédigé par les membres de France Volontaires et soutenu par de nombreuses organisations des champs de l'engagement, du développement et de la solidarité internationale. Cet appel, dont le Défap est l'un des signataires, vient en réponse à des défis partagés – au premier rang desquels la préservation de l'environnement et du climat, les mobilités et l'inclusion sociale et professionnelle – qui appellent des réponses communes et pour lesquels le volontariat représente une solution concrète et inclusive. Le secrétaire général des Nations-unies a notamment reconnu en 2015 le rôle de «levier puissant et transversal» joué par les volontaires dans l'atteinte des Objectifs de développement durable. À travers ces recommandations, les signataires de l'Appel aspirent à insuffler un élan collectif pour que le volontariat de demain contribue activement à l'émergence d'une société de l'engagement solidaire et ouverte sur le monde.

Avant de retrouver le programme de cette journée spéciale ([tous les détails sont ici](#)), à laquelle vous pouvez encore [vous inscrire gratuitement](#), un petit aperçu en vidéo des relations concrètes qui existent sur le terrain de l'engagement international entre le Défap et France Volontaires, à travers ce portrait de Camille, partie avec le

Défap en Service civique pendant 10 mois à Tunis, au cours de l'année scolaire 2016-2017. Camille est venue soutenir le travail réalisé par l'équipe pédagogique de l'école Kallaline concernant l'apprentissage du français. Ce portrait en vidéo a été réalisé par l'équipe de France Volontaires en Tunisie :